

Chacun cherche son Arabe

PASCAL FENAU

Après les « printemps arabes », les « hivers islamistes » ? Parfois, on observe une harmonie troublante entre les maitres-à-penser de la droite conservatrice et ceux de l'ultragauche conspirationniste lorsqu'ils scandent en chœur un martial : « On vous l'avait bien dit ! ». Bien dit quoi ? Que « les Arabes » (ou « les musulmans »), sitôt après avoir renversé leurs tyrans, se jetteraient dans les bras de nouveaux tyrans et de bien pires : religieux et arabophones. Prophéties autoréalisatrices, ces postures apocalyptiques offrent le confort de se préserver du pire en s'y préparant, voire en faisant tout pour qu'il advienne. C'est ainsi que certains maitres-à-penser de gauche se repaissent d'analyses dont le culturalisme n'a rien à envier aux certitudes des droites conservatrices quant au caractère « rétrograde » de sociétés arabes négativement structurées autour du tribalisme, de la soif de vengeance, d'une vision obsessionnellement carcérale du corps des femmes et on en passe. Caricaturale, notre charge ? Il suffit de voir avec quel désarroi certains découvrent que, à contrario de la propagande « laïque », ultranationaliste et « normalisatrice » des régimes tromocratiques¹ de l'ancienne Jamahiriya libyenne et de la toujours vivace République arabe syrienne, ont continué à exister des sociétés complexes et divisées, mais aussitôt qualifiées de « tribales », « confessionnelles », voire musulmanes et donc irréductibles à notre « modernité ».

Organisés en commandos du « mieux-disant » orientaliste, d'autres maitres-à-penser apportent un soutien vibrant, mais terriblement ambigu à ces révoltés « arabes » (ou « musulmans ») qui seraient soudain « entrés dans l'Histoire » en démontrant au téléspectateur occidental blasé qu'eux aussi pouvaient, non seulement aspirer à la

¹ Terme d'origine grecque (*tromocratía*) construit sur *trómos* (terreur) et *kratía* (racine désignant le pouvoir étatique). Ce terme synthétise les notions d'État de barbarie (Michel Seurat) et de République de la peur (Kanan Makiya). En grec moderne et en néolatin, *tromocratía* désigne également le terrorisme organisationnel contemporain.

dignité, à la liberté individuelle et à des régimes *a minima* respectueux de l'intégrité de la personne physique et morale, mais aussi, excusez du peu, être capables de jongler avec les outils les plus en pointe des technologies électroniques de la communication.

De trop nombreux observateurs occidentaux ont en commun de s'accrocher à leurs visions respectives des « Arabes » et, surtout, de s'exhiber aux côtés de « leurs » Arabes après avoir décrété ce qu'était une « bonne » révolution arabe. Ces postures aboutissent à des caricatures tout aussi navrantes qu'involontairement hilarantes. Dans le cas des mouvements de contestation syriens, certains ont décrété que le « bon Arabe » était le minoritaire (chrétien, alaouite, druze) soi-disant couvé par un régime baasiste « laïc » face aux hordes d'une majorité sunnite dont le seul carburant politique serait un mélange détonant de régression religieuse salafiste et de vengeance tribale. Cette amnésie affligeante permet ainsi de passer sous silence la maîtrise dont a fait preuve, pendant quarante ans, le régime syrien dans la manipulation des clivages confessionnels pour garantir son hégémonie et dont la guerre civile libanaise fut une des réussites les plus exemplaires.

Dans le cas des mouvements de contestation tunisiens et égyptiens, d'autres ont décrété que le « bon Arabe » était jeune, urbain, laïc, diglossique anglophone (ou francophone), libéral et mondialisé jusque dans sa parfaite intégration à l'univers des médias électroniques (comme si les islamistes ne l'étaient pas tout autant).

Dans le cas du soulèvement libyen et de sa victoire accélérée par le soutien militaire et financier d'une coalition hétéroclite de principautés pétrolières et d'États membres de l'Otan, d'autres enfin ont découvert des combattants jouant au remake (réussi) de la guerre civile espagnole et des brigades internationales, des combattants certes souvent islamistes, mais romantisés et adoués par une réincarnation germanopratine² et médiatiquement actualisée de Lawrence d'Arabie.

Maintenant que les premiers scrutins libres et transparents jamais organisés au Maroc, en Égypte et en Tunisie ont livré leurs verdicts³, beaucoup d'exégètes occidentaux se demandent avec angoisse comment articuler avec leurs visions idéologiques cette irruption soudaine d'un réel « arabo-musulman » qui s'ingénie à leur échapper et les contraint à opérer d'inconfortables torsions de postures et de postulats ?

C'est que l'issue des scrutins libres organisés en octobre et novembre 2011 en Tunisie, au Maroc et en Égypte permet enfin de dresser une cartographie (un

2 Bernard-Henri Lévy, pour ne pas le nommer, ne doutera décidément jamais de rien et certainement pas de lui. Pour ceux qui s'en souviennent, BHL fut l'un des porte-paroles les plus efficaces de launte pétro-mafieuse algérienne dans la guerre médiatique (essentiellement francophone) consistant à légitimer l'interruption des élections législatives en janvier 1992, les dizaines de milliers d'arrestations arbitraires de militants islamistes, le déclenchement d'une guerre « civile » atroce entre groupes islamiques armés et escadrons de la mort et, *ultime sed non minime*, la diabolisation de l'accord de pacification conclu à Rome entre partis islamistes et non islamistes en janvier 1995.

3 En Libye, l'élection d'une Assemblée constituante n'aura lieu au plus tôt qu'en juin 2012.

instantané?) relativement fiable de leurs champs politiques respectifs. Et, de toute évidence, l'Occident (en ce compris ses gauches radicales) découvre avec stupeur une réalité qu'il avait soit fantasmée, soit ignorée sous couvert des régimes autoritaires en place. Les sociétés arabes du Maghreb et du Moyen-Orient se structurent majoritairement comme musulmanes, avides de liberté individuelle et d'égalité des chances, mais aussi d'affirmation identitaire.

Pour fédérer ces aspirations et maîtriser les clivages qu'elles suscitent ou réactivent, ce sont les mouvements islamistes politiques qui se sont montrés les plus légitimes aux yeux des électeurs, en obtenant *grosso modo* un tiers des suffrages exprimés. À ce propos, plutôt que d'opposer islamistes « modérés » et islamistes « radicaux », il vaudrait mieux lire l'ensemble du champ politique (« laïcs » inclus) en fonction du rapport de ces formations politiques à la représentation parlementaire et à l'expression légitime et mutuellement reconnue de revendications et de projets sociopolitiques contradictoires.

Ce sont donc les mouvements islamo-nationalistes de tendance conservatrice et libérale qui ont formulé le discours le plus lisible en termes de renouveau politique, de rupture avec la corruption des anciennes élites, d'affirmation identitaire et de retour à l'ordre⁴ qui se sont avérés les mieux placés pour incarner aux yeux d'une majorité relative d'électeurs, pour le pire ou pour le meilleur (les convulsions politiques à venir le diront), la poursuite du mouvement de décolonisation et d'auto-détermination des sociétés « arabo-musulmanes ». Les formations politiques directement ou indirectement issues des régimes contestés, déstabilisés ou défaits durant le « printemps » 2011, mordent littéralement la poussière en ne dépassant nulle part 6 % des suffrages exprimés. Par ailleurs, les partis de « gauche » ou libéraux⁵, ainsi que les structures réticulaires et apolitiques de jeunes « connectés » ne recueillent que des scores microscopiques.

Bref, et en dépit du score impressionnant obtenu en Égypte par les salafistes du Parti de la Lumière (24 %) face aux Frères musulmans (islamo-nationalistes) du Parti de la Liberté et de la Justice (37 %) au terme de la première phase du scrutin législatif, les élections générales organisées partout ailleurs indiquent que, en l'état actuel de la situation, nous sommes loin du spectre « iranien » d'une interruption des transitions politiques par la confiscation du pouvoir par des religieux.

Premièrement, les conditions sociales et géopolitiques ont profondément changé depuis le début des années quatre-vingt. Deuxièmement, à la différence de l'Iran de 1979 où le renversement du chah n'a jamais été suivi d'un scrutin

4 Face au désordre (ou ressenti comme tel) incarné par les pratiques corruptrices des anciens régimes et par les jeunes contestataires apolitiques.

5 Et dont les chefs de file, proximité linguistique aidant, ont bénéficié au nord de la Méditerranée d'une surface médiatique inversement proportionnelle à leur impact dans leurs sociétés originelles.

ouvert et où, spécificité de l'islam chiite aidant, un clergé structuré faisait corps avec une avant-garde révolutionnaire, les islamistes tunisiens et égyptiens vont être contraints de négocier une coalition gouvernementale et la rédaction d'une nouvelle Constitution avec des forces politiques socialement ancrées et arithmétiquement nécessaires, tandis que les sociétés concernées sont loin d'être acquises à un retour à des régimes autoritaires, liberticides et fatalement corrompteurs. Troisièmement, il est probable, comme l'indique un précédent jordanien (1989), que l'exercice du pouvoir et la nécessité de passer des compromis intragouvernementaux vont confronter les formations islamo-nationalistes historiques à l'hétérogénéité de leur électorat et à des tensions internes, déjà manifestées en Égypte par l'apparition d'une dissidence libérale incarnée par le Nouveau Parti du Centre (Al-Wasat).

Bref, au nord de la Méditerranée, nous serions bien inspirés d'admettre notre perplexité face à l'immense champ des possibles et des inconnues que constituent aujourd'hui des sociétés arabes en transition. D'autant que, dans les pays où, à des degrés divers, des transitions sont à l'œuvre, les espaces politiques sont encore à créer (comme en Libye) ou à reconstituer (comme en Égypte ou en Tunisie).

Cessons de lire les transitions arabes à travers le seul prisme de catégories politiques et sociologiques héritées d'une Histoire européenne au cheminement

long, tortueux et jamais définitif vers la démocratie et le pluralisme, c'est-à-dire l'organisation pacifique et physiquement garantie du conflit politique. Tâchons plutôt de comprendre comment les quelques transitions arabes actuellement en cours sont éprouvées et exprimées par leurs acteurs et comment, dans la contradiction politique, ces sociétés vont tenter de se constituer (littéralement) et se formuler. Ce sont des diverses manières dont ces dernières parviendront (ou non) à maîtriser les clivages anciens et naissants que naissent des espaces politiques et des catégories analytiques directement issues de ces expériences. Bref, si nous sommes réellement concernés par autre chose que nos postures médiatiques, ayons l'humilité de nous souvenir qu'aucune analyse ne peut faire l'économie de l'exercice préalable d'un travail empirique. ■

Le monde arabe dans la revue en 2011

les dossiers

- Monde arabe et effet yoyo ? (IV)
- Tunisie et islam. Un nouveau modèle à inventer (X)

les articles

- La pensée arabo-musulmane critique en deuil (A. Aouattah, II)
- L'appel au dialogue de paix occulte la destruction de la communauté palestinienne (J. Bude, III)

le mois

- éditorial. Du « Printemps arabe » à son automne ? (P. Fenaux, II)
- éditorial. Le peuple libyen et nous (RN, III)
- Libye : l'aube du crépuscule (J.-Cl. Willame, IV)
- La Libye met mal à l'aise la gauche latino-américaine (B. Perrin, IV)
- Ben Laden : la force de l'absence d'image (S. Tourol, V-VI)
- Les journalistes arabes face au dilemme syrien (M. El Oifi, IX)
- Éphémérides arabes et israéliennes (P. Coopman, X)
- L'Europe et les enseignements libyens (O. Dupuis, XII)
- La Libye comme « la corde sur un abîme » (P. Coopman, XII)